

Rebranding Africa Forum 2019 : Pour des ressources minières profitables aux Africains

Par **Contributeur** - 10 octobre 2019



Par Djakaridia SIRIBIE

Le fondateur du RAF, Thierry Hot, la présente édition est une occasion pour capitaliser les opportunités pour « une Afrique positive ».

Le Premier ministre, Christophe Joseph Marie Dabiré a ouvert, le samedi 5 octobre 2019, à Bruxelles en Belgique, la 6e édition du Rebranding Africa Forum (RAF) portant sur les enjeux de l'exploitation minière en Afrique.

Le Rebranding Africa Forum (RAF) est de retour à Bruxelles. Après un détour sur le sol africain (à Ouagadougou en octobre 2018, ndlr), le fondateur du RAF, Thierry Hot, a reçu ses hôtes dans la capitale belge. Le nouveau rendez-vous de Bruxelles est, a-t-il estimé, le lieu de capitaliser les opportunités pour «une Afrique positive ».

Pour l'édition de 2019, les participants, plus de 500, ont mené des réflexions autour du thème : « Les enjeux socioéconomiques de l'exploitation minière en Afrique ». Ainsi, ils entendent influencer les pratiques des États, des entreprises multinationales et de la société civile, dans une perspective qui met en avant l'intérêt des Africains, a dit le fondateur. D'éminentes personnalités ont, du haut de la tribune du RAF 2019, appelé à un changement de paradigme sur la question des ressources minières dans l'intérêt des populations et des Etats africains.

Chef de service de génie minier à l'Université de Mons en Belgique, Professeur Jean-Pierre Tshibangu a présenté les potentialités minières du continent. L'Afrique a une longue tradition minière et possède d'importantes ressources minérales dont plus de 30 % des réserves mondiales. D'une « gestion politisée » de la production de ses ressources, plusieurs pays ont dû le libéraliser



le secteur, a expliqué Pr Tshibangu. L'Afrique produit plus de 60% du manganèse, 75% de phosphate, 85% du platine, 80% du chrome, 60% du cobalt, 75% du diamant et près de 40% de l'or, etc.

« La libéralisation a créé une vraie dynamique et boosté l'économie. Par exemple, plus de 95% des exportations de la RD Congo proviennent des mines », a-t-il indiqué. Toutefois, Pr Tshibangu a déploré le fait que l'impact social des rentes minières sur les populations reste encore « assez limité ». Faut-il alors parler de la malédiction des ressources minières ? Plusieurs arguments soutiennent que les pays africains miniers restent sous-développés, parce qu'ils seraient « maudits » du fait même de disposer de minerais. « C'est faux et archi-faux », a répondu Matata Ponyo, Premier ministre honoraire du Congo Kinshasa.

En effet, il a expliqué que plusieurs pays dont les îles Seychelles qui ne disposent pas de ressources minières connaissent un essor économique « extraordinaire ». Par contre, d'autres à l'image de la RD Congo, du Liberia, du Niger, a-t-il poursuivi, qui possèdent d'énormes quantités de minerais, ne connaissent pas d'avancées économiques et sociales notables. « Il n'y a pas de malédiction des ressources. Il n'y a pas que la malédiction des institutions qui se traduit par la défaillance du binôme leadership-gouvernance », a affirmé Matata Ponyo. Plus les dirigeants d'un pays ont pour vertu la bonne gouvernance, plus l'Etat et les populations profitent des retombées des ressources naturelles.

Concilier les intérêts des acteurs

Investisseurs, hommes d'affaires et autres opérateurs économiques ont répondu présents au rendez-vous de Bruxelles.

A contrario, lorsque la gouvernance est de piètre qualité, a-t-il laissé entendre, aucun pays, disposant de minerais ou pas, ne saurait se développer. « Pour justifier cela, on dira simplement qu'il y a une malédiction », a indiqué M. Ponyo. Et pour éviter aux autorités du Burkina Faso, pays invité d'honneur du RAF 2019, d'évoquer le même argument à moyen et à long terme, le Premier ministre honoraire congolais s'est voulu on ne peut plus clair : « Si nous voulons que les ressources minières dont disposent le Burkina puissent effectivement bénéficier à la population, il faudra que le binôme leadership-gouvernance puisse être examiné à fond ».

Le chef du gouvernement burkinabè a aussi jugé inacceptable que les populations vivent sans eau potable, sans électricité, sans éducation et sans soins de santé pendant que des tonnes de minerais sont puisées des sous-sols. Pour faire en sorte que l'exploitation minière permette d'améliorer les conditions de vie des générations présentes et futures, a souligné Christophe Joseph Marie Dabiré, il faut créer une interrelation dynamique entre le secteur minier et les autres secteurs d'activités. Il s'agira pour les Etats, foi du Premier ministre, d'utiliser les mines comme socle de développement de l'industrie manufacturière, secteur à forte intensité de main-d'œuvre.



L'autre défi consiste, selon M. Dabiré, à accroître les retombées économiques et sociales de l'exploitation minière tout en réduisant les impacts environnementaux négatifs. Il a témoigné de l'expérience du Burkina Faso qui a opté de promouvoir la petite mine, de développer les activités connexes dans le but d'améliorer les impacts positifs de ce secteur sur le bien-être des populations et d'opérationnaliser le Fonds minier de développement local, instrument de redistribution de la richesse tirée des mines. Le chef du gouvernement a indiqué que de nos jours, le Burkina dispose de codes minier et de l'investissement et d'un climat des affaires les plus attractifs. L'objectif est, à ses dires, de « concilier les mesures favorisant un partenariat qui prend mieux en compte les intérêts des investisseurs, des communautés locales et de l'Etat ».

Djakaridia SIRIBIE, Journaliste aux Éditions Sidwaya

(De retour de Bruxelles)

